



Le Saint-Siège

*DISCOURS DU PAPE PAUL VI
AUX PARTICIPANTS À LA XIX^{ème} CONFÉRENCE
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Vendredi 18 novembre 1977

*Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames, Messieurs,*

Nous sommes particulièrement heureux de vous accueillir aujourd'hui, vous qui participez actuellement à la Dix-neuvième session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. C'est bien une joie de voir les Délégués de si nombreux pays réunis pour étudier les moyens de répondre aux besoins de ceux qui ont faim: Nous apprécions vos efforts, et Nous vous en félicitons. La satisfaction ne saurait cependant empêcher de considérer le chemin qui reste encore à parcourir: vous en avez tous conscience, et Nous vous renouvelons ce matin, avec nos vœux pour un fécond travail, les espoirs que tant d'hommes dépourvus du nécessaire voudraient pouvoir mettre dans votre Organisation.

Le problème alimentaire reste en effet un des soucis principaux de notre temps; il s'inscrit parmi ces besoins élémentaires de l'humanité dont la satisfaction requiert avec urgence des initiatives de grande envergure, dans le cadre du renouvellement des actions économiques et sociales de la communauté internationale. L'Eglise n'a cessé de partager cette préoccupation lancinante.

Nous évoquerons simplement deux manifestations particulièrement tragiques et pressantes de ce problème: la répétition si fréquente de catastrophes qui doivent donner à réfléchir à l'humanité tout entière: sécheresses, famines, inondations . . . où le terme «mort de faim» revêt sa signification la plus littérale. Pensons aussi à la sous-alimentation et à la malnutrition comme caractéristiques majeures du sous-développement, avec toutes leurs conséquences: mortalité infantile, diminution

ou disparition de la capacité de travail, etc. . .

Certes, des rapports font preuve d'optimisme en ce qui concerne la production. La situation plus satisfaisante de l'agriculture dépend non seulement des causes climatiques, mais aussi des dispositifs mis en place à divers échelons notamment depuis la Conférence Alimentaire Mondiale, et surtout de la prise de conscience que cette Conférence a déclenchée dans l'opinion, très particulièrement dans la conscience des responsables de la conduite des politiques internationales et nationales.

Cet optimisme doit cependant être tempéré car, comme vous le releviez vous-même, Monsieur le Directeur général, en matière de développement alimentaire et agricole, «si on obtient des résultats spectaculaires, ils sont souvent éphémères: les lendemains ne tiennent pas leurs promesses et il faut déchanter brutalement». C'est précisément à votre Organisation qu'il revient principalement de jouer le rôle de catalyseur et de «modérateur» des efforts du développement agricole international, pour veiller à ce que les améliorations se confirment et que le progrès se fonde sur des bases suffisamment approfondies pour rester constant.

Dans cette perspective, il nous semble important de rappeler que la FAO compte parmi ses objectifs premiers non seulement la production, mais aussi la promotion des zones rurales et des ruraux, surtout dans les pays en voie de développement. Si la production internationale s'est améliorée, il ne semble pas qu'on puisse en dire autant des zones rurales du Tiers-Monde elles-mêmes. La preuve en est que la proportion de la production en provenance de pays développés est en nette augmentation sur celle de l'autre partie du monde. Il y a là un problème structurel et institutionnel en même temps qu'un besoin d'amélioration de la condition et de la formation de la classe paysanne, particulièrement des petits paysans et des jeunes ruraux, que nous avons déjà signalé en nous adressant à la Conférence Mondiale de l'Alimentation.

Mais il y a aussi, pour les pays en voie de développement, une option à faire en ce qui concerne l'organisation de leurs plans économiques et sociaux. Sans prétendre vouloir pour toujours attacher à leur terre les larges couches de population qui en tirent aujourd'hui leur peu de subsistance, il reste qu'il est sage de penser à la promotion dans le secteur agricole d'une vaste proportion de cette masse, plutôt que de songer à la transplanter dans le secteur industriel ou surtout de s'exposer à la voir s'entasser dans des banlieues. En outre, il est de la plus haute importance que ces pays visent, dans toute la mesure du possible, à l'autosuffisance dans le domaine de la consommation agricole de leurs populations. La dépendance dans laquelle trop d'entre eux se trouvent aujourd'hui, en conséquence d'ailleurs de systèmes d'échanges internationaux dont ils ne sont pour la plupart du temps pas responsables, est profondément malsaine pour leurs économies qui en sont lourdement obérées.

Comment enfin ne pas attirer de nouveau votre attention sur le problème de la distribution des produits alimentaires et des équilibres à réaliser dans tous les facteurs qui président à leurs échanges? D'une part, le coût des importations de produits agricoles requis par les pays en voie

de développement opère une large ponction dans leurs maigres ressources, d'autre part les recettes de leurs exportations agricoles ne sont pas de nature à leur fournir un gain équitable qui constituerait un apport normal et nécessaire dans leur budget national et une incitation pour les producteurs. Toute spéculation sur les besoins élémentaires de l'homme est inique, mais d'une façon toute particulière celle qui joue sur les aliments et sur les armes. On doit souhaiter qu'en cette matière les pays développés, quel que soit leur système social et économique, se décident enfin à des révisions, fussent-elles déchirantes, des pratiques qu'ils imposent à la majorité de l'univers. Des lieux de concertation comme la FAO doivent être des points privilégiés pour y réussir.

Il n'échappe à personne que les problèmes qui vous occupent, et dont Nous avons seulement évoqué quelques points saillants, ne sont pas seulement techniques; ils sont aussi moraux. Ils impliquent en effet une conception de l'homme qui ne saurait être indifférente lorsqu'il s'agit d'envisager des solutions. Nous vous encourageons donc à ne jamais perdre de vue l'aspect éthique des questions que vous traitez, et à considérer vos activités d'abord comme un service, un service rendu à cette partie de l'humanité qui manque des biens les plus élémentaires: ceux qui assurent la subsistance.

Puissiez-vous avoir la joie d'être comptés un jour, par le Seigneur lui-même, parmi ceux qui ont répondu vraiment aux besoins de leurs frères affamés. Nous lui demandons dès maintenant de bénir vos efforts et vos personnes.

*AAS 70 (1978), p.95-97;

Insegnamenti di Paolo VI, vol. XV, p.1074-1077;

L'Osservatore Romano, 19.11.1977, p.1;

ORf n.48 p.1, 5;

La Documentation catholique, n.1732 p.1064-1065.